

# FAVORISER UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE POUR DES SOCIÉTÉS RÉSILIENTES

novembre 2024

Auteurs : Jan Van Ongevalle & Huib Huyse

*Synthèse politique élaborée dans le cadre de la Chaire de recherche de la KU Leuven sur le travail décent et les objectifs du Millénaire pour le développement (ODD)*

***Le travail de WSM au cours des 50 dernières années démontre le rôle essentiel que les syndicats et d'autres acteurs de la société civile peuvent jouer dans la défense d'un modèle de développement transformateur qui reconnaît le droit à la protection sociale universelle et au travail décent en tant que moteurs essentiels de la résilience, de la justice sociale et du développement durable.***

## **Faire face à un contexte mondial de crises qui se renforcent mutuellement**

Avec seulement 16 % des objectifs de développement durable (ODD) en bonne voie et 84 % affichant des progrès limités ou inversés en 2024, la réalisation des ODD d'ici à 2030 semble de plus en plus lointaine<sup>1</sup>. Les structures de gouvernance nationales et internationales sont confrontées à des inégalités croissantes, à la concurrence pour les ressources et à des conflits fondés sur l'identité, ce qui entraîne une aggravation des tensions politiques et des troubles sociaux. Les luttes de pouvoir entre les nations, les organisations internationales inefficaces et les entreprises à but lucratif creusent les inégalités et exacerbent les défis climatiques. Le rôle de la société civile est également limité, car certains groupes critiques à l'égard des élites dirigeantes voient leurs libertés réduites, ce qui a un impact sur leur capacité à plaider en faveur d'une

gouvernance inclusive. La coopération au développement, qui était autrefois un mécanisme de solidarité mondiale, est de plus en plus remise en question, certains budgets européens étant détournés au profit d'initiatives anti-immigration.

En réponse, WSM et ses partenaires en Belgique - tels que la mutuelle de santé chrétienne (ANMC) et le syndicat (ACV-CSCi) - ainsi que des organisations partenaires à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine & Caraïbes, ont travaillé au cours des dernières décennies pour relever ces défis. Ensemble, ils ont progressivement développé et promu un modèle de gouvernance tripolaire à travers les quatre piliers de l'Agenda du travail décent, visant à construire des sociétés plus résilientes et à faire progresser la justice sociale et le développement durable.



**Qu'est-ce qu'un modèle de gouvernance tripolaire ?**

Dans un modèle de gouvernance tripolaire, le secteur public, le secteur à but lucratif et la société civile sont représentés et participent de manière structurelle et significative. Le rôle essentiel de la société civile dans ce modèle de gouvernance réside dans sa capacité à (i) représenter et défendre les intérêts d'une diversité de voix, y compris de groupes fortement marginalisés, face à d'autres acteurs (plus puissants) à différents niveaux ; (ii) créer des espaces d'information, de communication, de dialogue et de délibération publique sur les politiques gouvernementales ; (iii) mobiliser à la fois la contestation et le soutien du grand public ; et (iv) agir en tant qu'innovateurs, conseillers politiques, partenaires de mise en œuvre, chiens de garde et communicateurs en ce qui concerne les politiques gouvernementales. Le modèle englobe deux mécanismes clés pour la participation de la société civile à la gouvernance des questions stratégiques liées au développement durable : le dialogue social (entre les partenaires sociaux et où la société civile est représentée par des syndicats souvent à l'origine de nouveaux droits conventionnels) et d'autres formes de dialogue institutionnalisé (qui peuvent impliquer à la fois les syndicats et d'autres acteurs de la société civile) (Huyse, 2021).<sup>2</sup>

La collaboration entre WSM et ses partenaires repose sur **quatre principes directeurs** : (1) l'internationalisation pour stimuler l'action collective, (2) l'action collective comme mécanisme de développement des capacités, une approche centrée sur les acteurs, et (3) une approche basée

sur les droits ancrée dans les cadres de l'OIT et de l'ONU. Ces principes sont mis en œuvre par le biais de **trois voies de changement** : (1) autonomisation de la société civile - renforcement des syndicats et des mouvements sociaux en Belgique, en Afrique, en Asie et en Amérique latine & Caraïbes ; (2) mise en réseau multi-acteurs - mise en relation des acteurs de la société civile à travers les régions pour un apprentissage partagé et un renforcement des capacités ; et (3) action politique concertée - facilitation de rôles actifs dans les dialogues politiques et renforcement du pouvoir de plaidoyer et de négociation

### Promouvoir le droit à la protection sociale universelle

Convaincus de la force conjointe des mouvements sociaux pour revendiquer leurs droits et créer leurs propres solutions, WSM et ses organisations partenaires défendent activement, depuis de nombreuses années, le droit à la protection sociale universelle, en travaillant ensemble pour étendre la couverture à tous les habitants de la planète. À cet effet, WSM et ses partenaires font pression pour que le droit à la protection sociale universelle soit inclus dans les politiques nationales et pour que le gouvernement, les acteurs de la société civile et les acteurs économiques participent activement (par le biais d'un modèle de gouvernance tripolaire) à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de politiques de protection sociale globales, y compris les syndicats, qui jouent un rôle dans la gouvernance tripartite de la sécurité sociale, et les mutuelles de santé, qui jouent un rôle dans la gouvernance de l'assurance maladie solidaire. La protection sociale globale est considérée comme englobant des mesures de prévention (par exemple, la sécurité sociale), de protection (par exemple, l'assistance sociale), de promotion (par exemple, l'éducation) et de transformation (par exemple, la sensibilisation aux droits), qui devraient être financées par une combinaison de régimes contributifs et non contributifs (INSP!R n.d.)<sup>3</sup>. Ces efforts remontent aux années 1990 et se sont d'abord concentrés sur le développement des capacités des organisations partenaires individuelles, principalement en ce qui concerne la prestation de services (par exemple, les mutuelles de santé et les initiatives d'économie sociale et solidaire). Au fil du temps, ces efforts ont évolué vers la création de synergies, la promotion du travail en réseau, le lobbying et le plaidoyer collectifs et la revendication d'un rôle pour les organisations de la société civile dans la gouvernance des systèmes de protection sociale.

Exemples de résultats notables :

- Création de la plateforme PAMUSAB (2009) qui réunit les mutuelles de santé et d'autres OSC au



Burundi (16 000 membres) et qui plaide avec succès pour la reconnaissance des mutuelles de santé dans les documents de politique nationale depuis 2011.

- Lancer le Réseau international pour les droits à la protection sociale (INSP!R) (2022).
- Coalition de syndicats et d'autres organisations de la société civile contribuant avec succès à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale d'assurance maladie en Indonésie (avec une couverture atteignant 95 % de la population d'ici 2023) .<sup>4</sup>
- Lancement en 2024 d'une carte d'identité des mutuelles de santé énonçant les valeurs et les principes des mutuelles de santé en tant qu'assureurs de santé, entrepreneurs sociaux et mouvements sociaux.

Quelques défis majeurs :

- Fragmentation des systèmes de protection sociale.
- La fragmentation au sein de la société civile elle-même.
- Le rôle limité de la société civile dans les espaces décisionnels formalisés.
- Financement limité : manque de ressources ou de volonté politique.
- L'accent mis par les institutions financières internationales sur l'assistance sociale.

## Promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS)

Depuis 1998, l'économie sociale et solidaire est au cœur de l'approche thématique de WSM, aux côtés de la protection sociale et des droits au travail. L'ambition de WSM est de maximiser les effets d'interaction entre les quatre piliers de l'agenda du travail décent en promouvant l'ESS comme un levier pour la protection sociale, pour la création d'emplois décents et pour une représentation plus large des groupes vulnérables dans le dialogue social et dans d'autres canaux de dialogue institutionnalisés.

**L'ESS peut être un levier pour la protection sociale en** (1) facilitant l'accès aux régimes existants, par exemple par la sensibilisation ou l'aide à l'inscription ; (2) fournissant des services de protection sociale (par exemple en offrant une assurance maladie aux travailleurs informels) ; (3) assumant des fonctions administratives (par exemple la collecte des cotisations) au sein des systèmes publics de protection sociale ; et (4) contribuant à la protection sociale informelle (par exemple en créant des fonds sociaux ou des groupes d'entraide).

**L'ESS peut être un levier pour le travail décent en** (1) augmentant la probabilité de salaires et d'avantages équitables permettant la participation à des systèmes de protection sociale contributifs ; (2) offrant un espace pour l'organisation des travailleurs qui ont tendance à rencontrer des

obstacles pour accéder aux syndicats ; (3) encourageant l'adhésion à des syndicats ou soutenant la création de structures de type syndical. **L'ESS peut être un levier pour une représentation plus large dans le dialogue social et d'autres canaux en** (1) incorporant les travailleurs de l'ESS dans les syndicats ; (2) établissant des affiliations ou des partenariats structurels avec les syndicats ; ou (3) s'engageant dans un plaidoyer commun avec les syndicats.

### Organiser les femmes autour du travail de soins en Bolivie

Gregoria Apaza, une organisation de la société civile à but non lucratif en Bolivie et membre du réseau INSP!R, soutient les femmes par le biais de son incubateur d'entreprises, qui propose une formation professionnelle et entrepreneuriale, forme des groupes générateurs de revenus et offre des services de garde d'enfants. Cette initiative aide les femmes à développer des activités génératrices de revenus par le biais de coopératives et d'autres collectifs, tout en relevant le défi de la conciliation du travail de garde et de l'emploi formel. L'incubateur fournit également un réseau permettant aux femmes de partager leurs expériences et d'organiser des actions collectives, en mettant l'accent sur des perspectives alternatives liées au travail de soins et au droit des femmes à un emploi décent et à la protection sociale. En outre, Gregoria Apaza plaide pour la reconnaissance du travail de soins, rémunéré ou non, en tant que travail formel, et s'efforce de modifier les normes sociales sexistes et les conceptions culturelles entourant les responsabilités en matière de soins.<sup>5</sup>

Quelques défis majeurs auxquels l'ESS est confrontée :

- Difficultés à passer à l'échelle supérieure en raison de politiques peu claires, de réglementations fragmentées et d'un manque de financement durable.
- Risque d'accaparement par les élites, compromettant son objectif social et ses principes démocratiques.
- Lutte pour répondre aux besoins économiques immédiats tout en promouvant des normes de travail décentes.
- Tensions avec les syndicats en raison de priorités différentes en matière d'emploi et de droits du travail.

## Promouvoir les droits au travail dans les chaînes de valeur mondiales

Le travail de WSM lié à la promotion des droits au travail (y compris la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme depuis la publication des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme en 2011)

remonte à ses débuts, lorsqu'il a commencé à coordonner le réseau Clean Clothes Campaign Belgium (Campagne pour des vêtements « propres » en Belgique), lancé en 1997. Au sein de ce réseau, des ONG, des organisations socioculturelles, des organisations de consommateurs et des syndicats se sont réunis dans le but de lutter contre les mauvaises conditions de travail et de promouvoir la transparence dans le secteur mondial de l'habillement. Depuis lors, la garantie du respect des normes internationales du travail et des droits dans l'économie formelle et informelle, y compris les chaînes de valeur mondiales dans différents secteurs, est restée l'un des objectifs clés des programmes ultérieurs de WSM visant à promouvoir les différents piliers de l'agenda du travail décent. Ces efforts ont été renforcés par la collaboration stratégique entre les partenaires du Sud et le mouvement ouvrier chrétien de Belgique, ce qui a permis un plaidoyer à long terme et efficace sur les questions relatives aux droits du travail. Ces alliances amplifient l'influence grâce au partage des ressources, à l'échange d'expertise et à des actions coordonnées aux niveaux local, national et international. La recherche confirme que de tels efforts collectifs sont plus efficaces que des actions isolées, car ils tirent parti des forces de chaque organisation et favorisent l'apprentissage mutuel. Les réseaux multi-acteurs renforcent également la crédibilité et la confiance en présentant un front uni et représentatif aux parties prenantes.<sup>6</sup>

Exemples de résultats notables :

- Les résultats de l'étude HIVA-KU Leuven (2018) sur la DDH commandée par l'ACV ont été fortement évoqués lors de l'audition du Parlement belge sur la proposition de législation relative à la DDH.
- La campagne de transparence Pledge de Clean Clothes Campaign Belgium a contribué à ce que deux entreprises belges signent l'engagement d'ici à la fin de 2021.
- Les efforts de plaidoyer d'une coalition de syndicats et d'ONG en Indonésie, soutenus par WSM et ACV International, contribuent à l'adoption d'une nouvelle loi sur la migration de la main-d'œuvre (18/2017), d'un accord général avec H&M, d'une politique relative aux travailleurs journaliers au sein de l'entreprise Wilmar et au renforcement du dialogue social tripartite.
- Une coalition de syndicats et d'ONG a plaidé en faveur du respect du droit du travail qatari réformé dans la perspective de la coupe du monde de football de 2022, en créant des groupes de soutien aux travailleurs, en dispensant des formations, en fournissant une assistance juridique et en aidant plus de 1 000 travailleurs migrants du Népal lors de la 19e

édition du COVID.

Quelques défis majeurs

- La complexité de la législation relative à la défense des droits de l'homme, avec des variations régionales et une application incohérente, entrave l'application uniforme de la défense des droits de l'homme.
- Les entreprises peuvent satisfaire à des exigences minimales (approche de conformité uniquement) sans changement substantiel, ce qui limite l'impact.
- Certaines entreprises peuvent éviter les zones à haut risque, privant ainsi les communautés locales d'emplois au lieu de s'attaquer aux violations des droits du travail.
- Équilibrer les rôles de surveillance et de collaboration

## Regarder vers l'avenir : quatre réflexions stratégiques

- 1) **Vers un modèle économique qui privilégie les valeurs sociales et environnementales au détriment du profit.** Par la promotion d'un modèle de gouvernance tripolaire, WSM et ses partenaires cherchent à contribuer à un modèle économique qui ne cherche pas seulement à maximiser les profits mais qui cherche plutôt à équilibrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux et qui est basé sur la solidarité. Le modèle est mis en œuvre par des acteurs de la société civile (par exemple, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des syndicats et d'autres mouvements sociaux) qui s'engagent avec des acteurs des secteurs public et privé dans les différentes étapes du cycle politique à différents niveaux (local, national, international). Il s'agit d'un objectif ambitieux, qui va au-delà de la revendication et de la protection de l'espace civique et de l'obtention d'un statut égal à celui de la société civile aux côtés de l'État et du secteur privé, mais qui cherche également à remettre en question l'hégémonie néolibérale au sein de l'État et du marché (RIPESS, 2015, Lewis & Swinney (2007)). Dans le même temps, alors que WSM et ses partenaires promeuvent le modèle de gouvernance tripolaire à travers les quatre piliers de l'agenda du travail décent, il sera intéressant d'explorer comment les effets d'interaction entre les quatre piliers peuvent être maximisés afin de contribuer plus efficacement à cet objectif.
- 2) **La société civile à la croisée des chemins : Plaidoyer pour une gouvernance inclusive dans un monde multipolaire.** Dans un monde multipolaire où les modèles de gouvernance occidentaux sont de plus en plus remis en question, les pays forment des alliances

alternatives telles que les BRICS, l'UA, l'ANASE et la CELAC. Il sera essentiel de parvenir à un consensus entre les divers acteurs mondiaux pour relever les principaux défis, en soulignant la nécessité de réformer la structure de gouvernance de certaines institutions multilatérales qui ne reflètent pas la réalité d'un monde multipolaire. Ce changement offre à la société civile la possibilité de plaider en faveur d'un modèle de gouvernance tripolaire inclusif dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, représentant des perspectives et des voix diverses.

La connexion et la mobilisation de la société civile par le biais de divers réseaux intercontinentaux tels que INSPiR et la CSI, en liaison avec d'autres réseaux mondiaux tels que RIPESS, WIEGO, resteront une stratégie clé pour WSM et ses partenaires. Cela soulève également des questions intéressantes pour la société civile sur la manière d'opérationnaliser au sein de ces réseaux un système de gouvernance inclusif qui garantit l'inclusivité et la représentation égale de tous les membres.

- 3) **Accélérer l'accès à la protection sociale pour assurer une transition juste** : Malgré les progrès réalisés dans l'extension de la couverture de la protection sociale, plus de la moitié de la population mondiale étant désormais couverte par au moins une prestation, des lacunes importantes persistent, en particulier pour les groupes marginalisés. En outre, le besoin urgent d'une protection sociale universelle pour parvenir à une transition juste devient de plus en plus évident, car la crise climatique a un impact disproportionné sur les pays dont les niveaux de protection sociale sont les plus bas. La protection sociale fournit non seulement une sécurité de revenu essentielle et un accès aux soins de santé pour aider les individus à s'adapter aux chocs liés au climat, mais elle soutient également les travailleurs dans leur transition vers des emplois verts grâce à la formation et à l'amélioration des compétences.

Cependant, des lacunes importantes dans la couverture et le sous-investissement entravent son potentiel, en particulier dans les pays à faible revenu et vulnérables au climat, où un soutien international supplémentaire et une action politique décisive sont essentiels pour combler le fossé financier. (OIT, 2024)<sup>7</sup>. Pour les acteurs de la société civile, y compris WSM et ses partenaires, ces défis renforcent l'urgence de plaider en faveur de systèmes de protection sociale holistiques et adaptés au niveau national, qui non seulement répondent aux besoins immédiats mais s'attaquent également aux inégalités et aux vulnérabilités systémiques.

- 4) **Explorer les mécanismes permettant de faire face au rétrécissement de l'espace civique.** Le rétrécissement de l'espace civique, où la société civile est confrontée à des contraintes non seulement par le biais de stratégies "dures" telles que des lois restrictives ou des persécutions légales, mais aussi par des stratégies "douces", est un domaine clé qui mérite d'être étudié plus en détail. Ces approches douces peuvent limiter l'influence de la société civile en réduisant la participation à des consultations superficielles ou en restreignant l'implication à un petit sous-ensemble d'organisations alignées sur les politiques préférées de l'État. Cela nuit à la participation significative des divers acteurs de la société civile et rend plus difficile l'influence sur les politiques de promotion du droit à la protection sociale universelle, au travail décent et au développement durable. En outre, il est nécessaire d'explorer de manière critique le rôle potentiel des acteurs du développement international tels que la Banque mondiale, ENABEL (coopération belge au développement), l'Union européenne, etc. en ce qui concerne leur engagement à soutenir la société civile à revendiquer un espace civique et à impliquer la société civile de manière structurelle dans leur coopération internationale.

## ENDNOTES

---

<sup>1</sup> Sachs, J., Lafortune, G., & Fuller, G. (2024). Rapport sur le développement durable 2024 : Les objectifs de développement durable et le sommet de l'ONU sur l'avenir. [Rapport sur le développement durable 2024 : Les ODD et le sommet de l'ONU sur l'avenir | Policy Commons](#)

<sup>2</sup> Huyse, H. (2021). Gouvernance pour le développement durable : Réaffirmer le rôle de la société civile, Chaire de recherche - Travail décent et SDGs. HIVA-KU Leuven. <https://lirias>.

<sup>3</sup> INSP!R, s.d. L'avenir de la protection sociale : Une vision et un document stratégique sur le droit à la protection sociale. INSP!R International Network for Social Protection Rights. <fc-INSP-R-Strategy-Paper-on-the-Right-to-Social-Protection-UK-LR.pdf> (<wsm.be>)

<sup>4</sup> OMS (2023). L'Indonésie a réussi à atteindre une couverture de 90 % et à minimiser les frais à la charge des patients grâce à l'expansion de l'assurance maladie nationale. <https://www>.

<sup>5</sup> Briones Alonso, E. (2024) Comment l'économie sociale et solidaire peut promouvoir (le droit à) la protection sociale, HIVA-KU Leuven.

<sup>6</sup> FocusUP (2022). Évaluation finale du programme DGD 2017-2021 : Meta Report.

<sup>7</sup> OIT (2024) Rapport mondial sur la protection sociale 2024-26 : Une protection sociale universelle pour l'action climatique et une transition juste. Bureau international du travail, Genève.